
Indonésie. La sombre réalité derrière l'énergie géothermique : un discours trompeur sur « l'énergie propre »

« Si l'exploration et l'exploitation de la géothermie détruisent nos terres, nos sources d'eau, notre air et nos moyens de subsistance, comment cette énergie peut-elle être qualifiée d'énergie « propre » ? Propre pour qui ? » En dépit de leur criminalisation, leur lutte se développe et se renforce.

L'énergie géothermique est considérée comme l'une des sources d'énergie potentielles censées fournir une « énergie propre ». **En mai 2015, le président indonésien, Joko Widodo, a lancé un projet de développement d'une capacité de production de 35 000 mégawatts, dont des centrales géothermiques.** Le projet devait être achevé au cours de son premier mandat présidentiel (2014-2019). De nombreux partis ont estimé que cela était trop ambitieux et déraisonnable, car, sous le régime précédent, seulement 10 000 mégawatts de centrales électriques avaient été installés au cours de deux mandats présidentiels. Cependant, le président a fait valoir que le développement des infrastructures, en particulier dans le secteur de l'électricité, est nécessaire pour permettre à l'Indonésie d'atteindre son objectif de croissance économique de 6 à 7 % par an.

La Banque mondiale a introduit dans le pays l'utilisation de partenariats public-privé (PPP) il y a plusieurs années, ce qui a permis au secteur privé de construire des infrastructures énergétiques par le biais de concessions et d'adjudications. **Les PPP permettent également au secteur privé (entreprises nationales et multinationales) de recevoir une grande partie de l'énergie générée,** par comparaison avec le secteur public, et facilitent la participation des entreprises. À ce jour, la Compagnie nationale d'électricité a souscrit des contrats d'achat d'électricité pour une période de 25 ans avec 53 producteurs d'électricité indépendants, en vue de mettre en place environ 22 000 mégawatts, soit 74 % du projet total.

Pour que ce dispositif fonctionne sans difficulté, le gouvernement l'a inclus dans le projet stratégique national 2017 fondé sur le Règlement présidentiel n°58 sur la modification du Règlement présidentiel n°3 de 2016 sur l'accélération de la mise en œuvre des projets stratégiques nationaux. Les investisseurs bénéficient de cette décision de différentes manières, notamment par la facilitation du traitement des **demandes de permis**, l'obtention de **garanties de sécurité et les mesures de protection** accordées par les appareils civils et militaires de l'État et **l'accès à l'exploration et à l'exploitation dans les zones forestières protégées**, y compris dans la zone couverte par un moratoire.

Aujourd'hui, l'une des zones touchées par le « service aux investisseurs » est Nagari Batu Bajanjang, située dans le sous-district de Lembang Jaya, dans la régence de Solok, dans la province de Sumatra occidentale.

Choc géothermique

Sous la croûte terrestre se trouve une couche de roche chaude et en fusion, appelée magma. De la chaleur est produite continuellement dans cette couche, principalement à partir de la désintégration

de matières naturellement radioactives comme l'uranium et le potassium. Les régions où les températures souterraines sont les plus élevées se trouvent dans les régions où les volcans sont actifs ou géologiquement jeunes.

La présence de sources de chaleur, les précipitations abondantes et la présence à Sumatra de roches volcaniques qui constituent les couvertures et les réservoirs en font une cible pour le développement de l'énergie géothermique.

Le sous-district de Lembang Jaya, dans la régence de Solok, comprend six *nagari* (villages) : Batu Bajanjang Nagari, Koto Anau Nagari, Batu Many Nagari, Nagari Bukik Sileh Salayo Tanang, Koto Laweh Nagari et Nagari Limau Lunggo. **Ces *nagari* ou villages se trouvent sur le flanc du Mont Talang, l'un des volcans actifs de l'ouest de Sumatra**, à environ 70 km à l'est de Padang, la capitale de la province de Sumatra occidentale. Quatre-vingt-sept pour cent des habitants de Batu Bajanjang pratiquent une agriculture de subsistance, la superficie des terres cultivées étant de 11 793 hectares. Les principaux produits agricoles cultivés sont le riz, les échalotes, les pommes de terre, le chou, les tomates, les patates douces et les carottes. En 2018, la production de riz a atteint 32 001,9 tonnes, ce qui a amené le gouverneur de Sumatra occidentale à considérer **cette région comme l'un des « greniers à riz » essentiels pour répondre aux besoins alimentaires régionaux.**

Une aire protégée a été créée dans la zone du Mont Talang en raison de son importante fonction de captage d'eau. Cela signifie qu'aucun permis ne peut être délivré pour cette zone. Mais la loi sur la géothermie prévoit une **exception pour l'exploration et l'exploitation de la géothermique.**

À la mi-2017, le ministère de l'Énergie et des Ressources minérales, par l'intermédiaire du Conseil de coordination des investissements, a délivré un permis d'exploration et d'exploitation géothermique dans le sous-district de Lembang Jaya à un consortium de sociétés étrangères et nationales. La concession porte sur une superficie de **27 000 hectares, qui comprend des terres appartenant à la communauté, des rizières et des fermes.** La période d'exploration et d'exploitation durera 37 ans et pourrait être prolongée aussi longtemps que de l'énergie géothermique potentielle pourrait être extraite. Le permis a été délivré au consortium turc de PT Hitay Power Energy et PT Dyfco Energi, qui s'est imposé face à l'entreprise publique PT Pertamina Geothermal Energy.

Cependant, le permis a été délivré **sans processus de consultation adéquat** des communautés concernées. **Cette décision a déclenché des protestations des communautés.** Il est bien connu qu'avant d'obtenir une autorisation de concession, une entreprise doit obtenir des permis environnementaux et présenter au public des informations complètes sur les éventuels impacts et dommages environnementaux, tout en offrant aux communautés touchées la possibilité d'exprimer leur décision collective, sans aucune pression ou contrainte, ce que l'on appelle le principe du consentement libre, informé et préalable. Cependant, les données de terrain indiquent que **le processus de socialisation consistait en réalité à contraindre les communautés à approuver ce projet géothermique en affirmant qu'il faisait partie d'un « projet stratégique national ».**

Il a été révélé récemment, de façon peut-être surprenante, qu'avant la délivrance du permis géothermique, **le gouvernement central**, par l'intermédiaire du ministère de l'Énergie et des Ressources minérales, **avait unilatéralement déclaré les zones du mont Talang (ou *Gunung Talang*) et de Bukit Kili comme des concessions géothermiques**, qui seraient proposées aux investisseurs à travers un processus d'adjudication. Lorsque les communautés ont appris cette information, elles se sont senties trahies par le gouvernement et cela a un été moment crucial.

Comment le gouvernement pouvait-il céder une zone de 27 000 hectares en lien direct avec leur espace de vie, sans entendre leurs opinions et sans obtenir leur consentement ? Les communautés se sont senties traitées uniquement comme un objet utilisé à des fins de développement et non comme un sujet dont les préoccupations sont supposées être notées et prises en compte. **Cette situation a ensuite suscité une résistance accrue des communautés**, qui ont demandé au gouvernement de rétablir leurs droits à un environnement sain et propre.

Contre un discours trompeur sur « l'énergie propre »

Le résident Y, un producteur d'oignons qui vit et travaille dans les environs du Mont Talang, n'aurait jamais pensé qu'il devrait un jour être à la police et à des procès. M. Y est l'un des 13 résidents **criminalisés pour s'être opposés à la construction de la centrale géothermique qualifiée de « Projet stratégique national »**. En réalité cependant, loin d'être un acte criminel, son action consiste à libérer les gens des informations limitées qu'ils reçoivent. Il est un acteur clé de la **Mount Talang Lovers Community Association, une organisation créée pour lutter contre l'oppression des populations et des territoires au nom du développement**.

Proclamée « énergie verte » et « énergie propre », la géothermie est considérée comme un choix incontournable dans la lutte contre les sources d'énergie destructives. **Ce discours sur l'énergie géothermique « propre » et « nécessaire » facilite la stigmatisation des communautés qui protestent contre ce projet**. Ces communautés sont considérées comme une opposition à un mouvement mondial qui tente d'explorer des sources d'énergie « plus propres » et « plus vertes ». Cependant, les exigences et les questionnements des communautés du Mont Talang portent sur ces choses simples : « Si notre environnement (nos terres, nos sources d'eau, notre air et nos moyens de subsistance) est détruit et pollué par l'exploration et l'exploitation géothermiques, **comment cette énergie peut-elle être qualifiée d'énergie « propre » ? « Propre » pour qui ?** Et pourquoi notre parole n'est-elle pas du tout entendue dans ce processus ? »

La question qu'elles soulèvent est fondée sur des arguments solides. **Tout au long du processus de développement de l'énergie géothermique en Indonésie, de nombreux villages ont ressenti un impact direct sur leur environnement**. À Mataloko, dans l'Est de l'archipel de Nusa Tenggara, de l'eau chaude mélangée à de la boue s'est répandue dans les champs. Au début, le problème se limitait à de petits trous ressemblant à des puits, mais après six mois, les dimensions de ceux-ci s'étaient multipliées. Cette situation a entraîné une baisse de rendement des récoltes, de petits tremblements de terre et même des projections de soufre. Des conditions similaires ont également été signalées à Slamet, dans le centre de Java, à Lebong Bengkulu, à Sarula, dans le nord de Sumatra, à Lahedong et à Kerta Sari.

Tout cela renforce la volonté de la communauté de lutter contre l'oppression et l'imposition de ce projet qui menace de nuire gravement à leurs moyens de subsistance. Ils ont tout fait pour maintenir leur espace de vie. **De la construction de postes de garde et de cuisines publiques autour de la concession de la société au refus systématique de laisser les entreprises s'installer et construire des usines en raison de la difficulté d'annuler le permis d'une entreprise déjà implantée**. Ce travail de plaidoyer a amené les autorités locales et les entreprises à répondre par la répression. La société a eu recours à des installations de la police et de l'armée pour démanteler les barricades de la communauté. **L'armée a reçu l'ordre de réaliser des manœuvres militaires dans la région alors que les manifestations de la communauté étaient pacifiques**. À au moins trois reprises en 2018, des personnes ont été grièvement blessées lors d'affrontements entre communautés et policiers. Une femme a amené son fils de 12 ans participer au barrage routier. Sa motivation était simple : elle souhaitait que son enfant assiste à la lutte pour les droits fonciers et en

apprenne davantage sur cette lutte afin que l'eau, l'air et l'environnement ne soient pas pollués et privatisés par ce projet.

Ensuite, **trois personnes ont été emprisonnées pour provocation contre le projet géothermique**. Elles ont été condamnées à trois ans et six mois de prison. Cela n'a pas fait reculer la communauté ; au contraire, les gens étaient encore plus déterminés. **La communauté prépare actuellement une action en justice** contre le ministère de l'Énergie et des Ressources minérales, qui a déclaré unilatéralement leurs villages et leurs terres comme des zones d'exploitation géothermique. **Maintenant, leur lutte se développe et se renforce.**

Wendra Rona Putra, lbhpadang@gmail.com

Directeur de LBH Padang (Aide juridique de Pandang)